



Liste Renaissance  
17, Rue du Quatre-Septembre  
75002, Paris

Présidente  
14, rue Corvisart  
75013, Paris

Fait à Paris, le 21 mai 2019

Madame la Présidente,

Pour les candidats de liste Renaissance, l'Europe doit s'affirmer comme la première puissance mondiale en matière de lutte contre le cancer. Elle est déjà un espace pionnier avec des centres et des réseaux reconnus dans le monde entier comme Gustave Roussy ou et Cancer Core Europe. Nous devons renforcer cette recherche d'excellence en soutenant la recherche au sein de coopérations en réseau, notamment sur les tumeurs rares.

Pour cela, nous devons commencer par déployer un plan de soutien massif aux industries innovantes « *Made In Europe 2024* ». D'ici 5 ans, une feuille de route ciblant des secteurs stratégiques sera établie et orientera les investissements de l'Union européenne pour les années à venir. Notre liste plaidera pour que la lutte contre le cancer soit au cœur de cette feuille de route, en particulier grâce aux programmes Horizon Europe et InvestEU. Nous devons en particulier faire porter les efforts sur le traitement des données médicales complexes (« big data ») et mobiliser les moyens de l'intelligence artificielle et du séquençage génomique afin de développer de nouvelles approches diagnostiques et thérapeutiques, en particulier dans les cancers de mauvais pronostic et les cancers de l'enfant (6000 morts par an en Europe). Nous devons également nous efforcer de les rendre accessibles à l'ensemble des citoyens européens susceptibles d'en bénéficier.

Pour faire efficacement reculer le taux de mortalité lié au cancer dans l'Union européenne, nous devons aussi prioritairement élaborer, diffuser et implémenter ensemble une politique de prévention efficace, en particulier dans le domaine de lutte contre la pollution environnementale, et des comportements individuels à risque.

Alors que le cancer du poumon reste le plus meurtrier dans les pays de l'Union européenne, nous souhaitons poursuivre au niveau européen les efforts entrepris par le gouvernement français pour lutter contre le tabagisme : triplement du remboursement des substituts nicotiques, paquet neutre et création d'un fonds de prévention du tabagisme. A l'échelle de l'Union européenne, nous sommes favorables à une harmonisation de l'augmentation du paquet de cigarettes dans tous les Etats membres. C'est la condition pour que les mesures prises par les autorités puissent réellement porter leurs fruits. Nous ne pouvons être l'un des pays les plus avancés en la matière si les autres pays membres maintiennent des prix trop bas créant des incitations de fait pour les consommateurs à aller s'approvisionner dans hors de nos frontières. La

Directive européenne relative à la traçabilité du tabac a été transposée par le gouvernement français par le Décret du 8 mars 2019 relatif aux identifiants pour la traçabilité des produits du tabac. Les nouvelles dispositions de ce texte prévoient qu'un code identifiant doit désormais être apposé sur chaque paquet de cigarettes par l'État lui-même – et non par les industriels du tabac – pour accéder aux données relatives à la fabrication et aux mouvements des produits du tabac. La traçabilité du produit doit être confiée à un organisme indépendant.

**Dans ce contexte, nous nous engageons en tant en tant que futurs eurodéputés**

- à ne pas renouveler l'accord avec Japan Tobacco International qui expire en 2022 et les accords avec British American Tobacco et Imperial Brands qui expirent en 2030.
- et à défendre une harmonisation de l'augmentation du prix du paquet de cigarettes dans tous les pays de l'Union européenne afin d'éviter que les mesures françaises pour lutter contre le tabac deviennent caduques face aux prix bas pratiqués dans d'autres pays.

La présence de perturbateurs endocriniens dans les cosmétiques, les plastiques et les pesticides pourrait être en cause dans la genèse de cancers hormono-dépendants. Sur le principe du Nutriscore mis en place en France et dans d'autres pays Européens sur les produits alimentaires, l'étiquetage précis des autres produits de consommation courante pourrait permettre une information des consommateurs sur le risque d'exposition à un cancérigène. **Nous nous engageons en tant en tant que futures eurodéputées à porter le principe de précaution en impulsant des mesures d'information des consommateur·rice·s sur la toxicité des produits de consommation courante.**

L'accès aux innovations en général et aux médicaments innovants en particulier représente une source d'iniquité d'un pays à l'autre. Parce que le coût (fixé bilatéralement entre un industriel de santé et le gouvernement d'un seul pays) devient de plus en plus élevé et justifie de s'orienter vers un système de négociation à plusieurs permettant de fixer le juste prix en fonction de la valeur du médicament et non de la soutenabilité du système de santé, **nous nous engageons en tant en tant que futures eurodéputées à défendre la transparence dans la fixation du prix des médicaments innovants et une négociation des prix basée sur les coûts de recherche et développement, de production** et non le niveau de solvabilité de l'assurance maladie de chaque pays membres ?

Parce que les principes actifs des médicaments sont majoritairement issus de plateformes de production situées en dehors de l'Union Européenne (Inde et Chine), dont les ruptures de fonctionnement sont responsables de pénuries récurrentes de médicaments de première nécessité dans les pays de l'Union Européenne, **nous nous engageons en tant en tant que futures eurodéputées à défendre la relocalisation de la production de substances actives et le principe de création d'une structure à but non lucratif** ayant pour mission la fabrication de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Nathalie Loiseau  
Tête de liste Renaissance

Véronique Trillet-Lenoir  
Cancérologue, Candidate 17 sur la liste Renaissance

~~000~~

000